

# *Ville de La Rochette*



Le maire de la ville de La Rochette

**Vu** la loi du 2 mars 1982 modifiée,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2213-1 à L2213-6,

**Vu** le nouveau code de la Route et notamment les articles R 411-8, R 411-25, R 413-1 à R 413-17 et R 417-1 à R 417-13,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents,

**Vu** la demande de l'entreprise TP Goulard, 92 rue Gambetta – 77210 Avon, représentée par Monsieur Michel Wojciechowski, pour le compte de la communauté d'agglomération Melun-Val-de-Seine, 297, rue Rousseau Vaudran – CS 30187 – 77198 Dammarie-lès-Lys Cedex.

**Considérant** que pour permettre à la société TP Goulard, 92 rue Gambetta – 77210 Avon, représentée par Monsieur Michel Wojciechowski, de réaliser des travaux de remplacement de canalisations d'assainissement, au droit du 40 avenue Théodore Rousseau à La Rochette (77000).

## **A R R E T E**

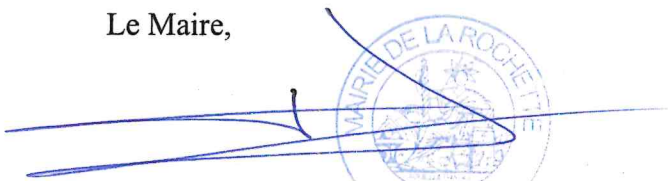
- **Article 1<sup>er</sup>** – Du mercredi 21 septembre au vendredi 14 octobre 2022, les travaux de remplacement de canalisations d'assainissement au droit du 40 avenue Théodore Rousseau – 77000 La Rochette, sont autorisés.
- **Article 2** – La société TP Goulard 92 rue Gambetta – 77210 Avon, représentée par Monsieur Michel Wojciechowski pour le compte de la communauté d'agglomération Melun-Val-de-Seine, 297, rue Rousseau Vaudran – CS 30187 – 77198 Dammarie-lès-Lys Cedex, est autorisée à stationner sur l'emprise du chantier situé au 40 avenue Théodore Rousseau – 77000 La Rochette, sur la période définie à l'article 1<sup>er</sup>.
- **Article 3** - Le stationnement des véhicules particuliers ainsi que des poids lourds sera interdit aux abords du chantier.
- **Article 4** – L'affichage du présent arrêté est à la charge de l'entreprise TP Goulard, 48 heures avant le début des travaux.
- **Article 5** - L'entreprise aura la charge de maintenir la pré-signalisation et la signalisation du chantier opérationnelle pendant toute la durée des travaux.

- **Article 6** - La pré signalisation et la signalisation mises en place seront conformes à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et les arrêtés modificatifs subséquents.
- **Article 7** – L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour que leurs engins hors des périodes d'utilisation, ne gênent en aucun cas la libre circulation des piétons et l'accès des véhicules dans les propriétés riveraines.
- **Article 8** – L'entreprise devra mettre en place une signalisation pour la déviation des piétons sur le trottoir opposé afin de garantir une sécurité pour l'ensemble des usagers, si nécessaire. Elle devra également mettre en place des passages sécurisés pour les entrées des commerces et des habitations.
- **Article 9** – Les lieux occupés et les abords devront être tenus et rendus propres, sans dégradation, les sols devront être protégés par tous moyens utiles. En cas de non-respect de la présente disposition, la remise en état des sols devra être réalisée sous un délai maximal de quinze jours.
- **Article 10** – L'entreprise devra à la fin des travaux, dans les plus brefs délais, réaliser les réfections, afin de ne créer aucun désagrément.
- **Article 11** – L'entreprise sera responsable de tout incident qui pourrait survenir du fait ou à cause des travaux et s'engage à terminer ceux-ci suivant les délais inscrits dans le présent arrêté.
- **Article 12** - Les contrevenants au présent arrêté seront verbalisés en stationnement gênant conformément à l'article R417-10 du code de la route et les véhicules pourront être enlevés par les Services de la Police Nationale pour mise en fourrière où ils seront tenus à la disposition de leur propriétaire respectif conformément à la réglementation en vigueur.
- **Article 13** – Le présent arrêté sera tenu à disposition de tous requérants par les intervenants.
- **Article 14** - Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le commissaire de police de la circonscription de Melun,  
 Monsieur le président de la communauté d'agglomération Melun-Val-de-Seine  
 Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne  
 Monsieur le président du SMITOM,  
 Monsieur le directeur de Transdev,  
 Monsieur le directeur général des services de la Mairie,  
 Monsieur le directeur de l'entreprise de TP Goulard,  
 Police municipale de La Rochette.

Fait à La Rochette, le 15 septembre 2022

Le Maire,

  
 Pierre Yvroud



La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la ville de La Rochette étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal